

Alice GUILLOUX  
vice-président, juge des libertés et de la  
détention

N°RG : N° RG 20/00707 -  
N° Portalis DBYB-W-B7E-MU6G

Minute n° : 20/00554

Nous Alice GUILLOUX, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détention assistée de Julie BARALE, greffier,

Vu la décision d'admission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 19 Juin 2020 à la demande de **Monsieur**

concernant : **Madame**  
née le

Vu la saisine en date du 25 Juin 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 25 Juin 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- **Monsieur**
- **Madame**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 26 Juin 2020,

Après avoir entendu le 29 juin 2020 à 09h50 dans les locaux spécialement aménagés de l'hôpital, **Madame** assistée de Maître Solène MORIN, avocat désigné d'office,

Vu les observations présentées oralement et par écrit par Maître Solène MORIN,

L'avocat de l'intéressée a consulté la procédure et s'est entretenu librement avec **Madame**

L'intéressée a été informée qu'elle peut elle-même consulter la procédure.

L'intéressée déclare :

J'aimerais, Mme le juge, pouvoir être protégée et être en psychiatrie à Stella.

J'ai porté atteinte à ma vie.

Ça va mieux, petit à petit.

C'est vrai d'être à Stella, de pouvoir courir dans le bois, pouvoir voir les enfants... Vous me dites qu'à Stella, c'est une hospitalisation libre dont je peux partir, je ne savais pas.

Les délires, j'en aurais moins, mais les envies suicidaires, c'est parce que j'ai un souci affectif.

Oui, je sais bien, qu'on veut me garder pour que j'évite de me suicider.

Je ne sais pas qui est mon médecin attitré ici.

Vous me dites que le Dr CHERIF demande que je reste ici, en fait, moi je veux pouvoir être suivi à Stella, avec les avis médicaux. Vous me dites que là, le médecin ne veut pas que j'aille à Stella, moi, ce que je souhaite c'est que j'ai toujours respecté l'avis médical. J'ai ce problème affectif récurrent et j'ai besoin d'en parler longuement avec un psychologue. Vous me dites qu'il y a des médecins ici, mais je n'ai pas vu de psychologues depuis des mois. Avant j'avais une psychologue à Palavas les flots que je payais 25 euros l'heure, dès que je sentais que je n'avais plus la confiance, je portais atteinte à ma vie. Vous me demandez si je n'ai pas peur que ça se reproduise de nouveau, j'aimerais bien pouvoir en parler en confiance. Je n'arrive pas à accorder ma confiance facilement.

Oui, j'ai un traitement.

Ce n'est pas que je veux sortir, j'aimerais continuer d'être suivi mais à Stella. Vous m'expliquez à nouveau qu'aujourd'hui vous décidez soit de ma sortie, soit de mon maintien ici, il faut que je vois un psychologue en qui je peux avoir confiance. Il faut que je puisse parler de mon problème affectif.

A la demande de son conseil, Oui, je vois un psychiatre. Je l'ai vu avant l'accident et il avait fait le dossier pour que j'aille à Stella.

Entendu le conseil de l'intéressée en ses observations (dépôt de conclusions écrites *in limine litis*):  
Mme [ ] place toute sa confiance dans un suivi mais dans un cadre plus libre.

5 moyens :

- Délai entre le certificat d'admission et la décision d'admission. Délai de plus de 30h entre l'HDT et la décision d'admission. Un tel délai est incompatible avec l'état d'urgence qui doit être constaté.
- Notification tardive de la décision d'admission (admission le 19/06 - notification le 22/06). Un tel délai s'il n'est pas justifié par la situation médicale est incompatible avec l'art. L 3211-3 CSP.
- Défaut de recueil des observations de la patiente avant les décisions d'admission et de maintien.
- Pas de délégation de signature du directeur.
- Pas de convocation du tiers à l'audience.
- Pas d'examen somatique de la patiente.

L'intéressée déclare :

J'aimerais bien revoir mes enfants, reprendre mon travail en septembre, reprendre mes cours. J'aimerais pouvoir relever la tête. Je sais que la justice va se faire.  
Je ne sais pas si je crois encore à un amour possible et c'est la raison pour laquelle je me fais du mal.

La décision a été mise en délibéré au 29 juin 2020 après-midi.

### MOTIFS DE LA DECISION

Sur la régularité de la procédure :

L'avocate de Mme [ ] soutient que l'admission n'étant intervenue que le lendemain du certificat médical initial, un tel délai n'est pas compatible avec l'état d'urgence qui doit être constaté.

L'article L.3212-1 du code de la santé publique prévoit que, sur demande d'un tiers, "la décision d'admission est accompagnée de deux certificats médicaux circonstanciés datant de moins de quinze jours, attestant que les conditions prévues aux 1° et 2° du I du présent article sont réunies".

L'article L. 3212-3 du code de la santé publique prévoit que : "En cas d'urgence, lorsqu'il existe un risque grave d'atteinte à l'intégrité du malade, le directeur d'un établissement mentionné à l'article L. 3222-1 peut, à titre exceptionnel, prononcer à la demande d'un tiers l'admission en soins psychiatriques d'une personne malade au vu d'un seul certificat médical émanant, le cas échéant, d'un médecin exerçant dans l'établissement."

En l'espèce, le certificat médical d'admission en urgence en soins psychiatriques à la demande d'un tiers du docteur DURET Edith en date du 18 juin 2020 mentionne : "tentative de suicide par intoxication médicamenteuse volontaire. (...) Tableau de désorganisation psychique avec un contact étrange, des troubles du cours de la pensée (...) On retrouve des idées délirantes (...)" Le médecin conclut : "Ces troubles rendent impossible son consentement et il existe un risque grave d'atteinte à l'intégrité de la personne. Son état impose des soins immédiats assortis d'une surveillance médicale constante en milieu hospitalier".

Si les termes de ce certificat caractérisent bien un risque grave d'atteinte à l'intégrité du patient, l'article L. 3212-3 n'autorise le directeur d'un établissement à admettre un patient en soins psychiatriques contraints sur la base d'un seul certificat qu'à titre exceptionnel, en cas d'urgence.  
Or, Mme [ ] n'a été admise en soins psychiatriques contraints que le 19 juin 2020 à 18h41, le lendemain du certificat médical du docteur DURET.

Quelle que soit l'heure à laquelle ce certificat médical a été établi, il s'est écoulé soit 19 heures soit 29 heures avant l'admission en soins sous contrainte. Il n'existait donc pas une urgence telle qu'elle empêchait l'établissement d'un second certificat médical, comme prévu par l'article L.3212-1 du code de la santé publique.

Il convient en conséquence de considérer que l'admission de Madame [ ] en soins psychiatriques contraints le 19 juin 2020 au vu d'un seul certificat médical n'est pas régulière, l'urgence n'étant plus caractérisée le lendemain du premier certificat pour déroger à l'établissement d'un second certificat médical.

Cette irrégularité a porté atteinte aux droits de Mme [ ] qui a été privée de liberté sans la garantie offerte par un double regard médical sur ses troubles mentaux.

Il convient en conséquence de rejeter la requête et de constater la main-levée de la mesure d'hospitalisation.

Toutefois, au vu de la nécessité des soins décrite dans l'avis médical motivé de saisine du docteur Ouafiya CHERIF, la mainlevée pourra être différée d'une durée maximale de 24 heures à compter de la notification de l'ordonnance, par application des dispositions de l'article L. 3211-12-1.III du code de la santé publique, pour permettre à l'établissement de prendre le cas échéant un programme de soins.

### EN CONSEQUENCE

Statuant publiquement et en premier ressort,

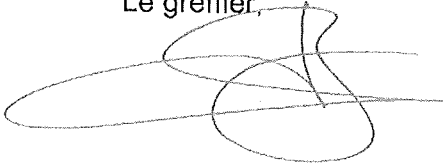
**Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Madame et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique)**

***Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.***

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 29 Juin 2020 par Alice GUILLOUX, Vice-président, juge des libertés et de la détention assistée de Julie BARALE, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention



Mentions de notification le 29 Juin 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Madame par l'intermédiaire du CHU
- Maître Soïene MORIN par courriel
- Monsieur par lettre simple

- *le procureur de la République*

TRIBUNAL DE GRANDE  
I N S T A N C E  
D E M O N T P E L L I E R

■  
CABINET DE  
MADAME GUILLOUX  
JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Téléphone : 04.67.12.63.20  
Télécopie : 04.67.12.60.93

SOINS PSYCHIATRIQUES  
- PROCEDURE DE MAINLEVÉE-

N° RG : N° RG 20/00707 - N° Portalis  
DBYB-W-B7E-MU6G  
Mme Sylvie BUCCI

NOTIFICATION D'UNE ORDONNANCE  
STATUANT SUR UNE PROCÉDURE DE  
MAINLEVÉE DE SOINS  
PSYCHIATRIQUES

à

Monsieur le Procureur de la République

J'ai l'honneur de vous notifier l'ordonnance rendue ce jour par le juge des libertés et de la détention, dans la procédure en mainlevée de soins psychiatriques concernant **Mme Sylvie BUCCI**.

PJ : copie de l'ordonnance

Le 29 Juin 2020

Le greffier,

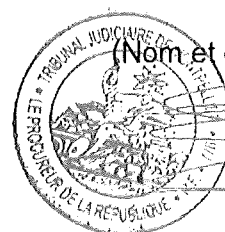
RÉCÉPISSÉ  
D'UNE NOTIFICATION D'ORDONNANCE  
DU JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

Le procureur de la République reconnaît avoir reçu notification le 29 juin 2020 à 16 heures, 10 de l'ordonnance concernant **Mme Sylvie BUCCI** rendue le 29 Juin 2020.

Qui déclare :

☒ Ne pas s'opposer à la mise à exécution de la décision.

☐ S'opposer à la mise à exécution de la décision



Signature  
(Nom et qualité du signataire)

Stéphane BÉRES  
VICE-PROCUREUR